

"Le problème allemand: obtenir des réparations..." dans Le Patriote mosellan (28 juillet 1946)

Légende: Le 28 juillet 1946, un an après la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'hebdomadaire communiste messin Le Patriote mosellan réfléchit sur les possibles solutions au problème du contrôle de la puissance industrielle de la Ruhr et dénonce la politiques anglo-américaine à ce sujet.

Source: Le Patriote mosellan. Porte-parole et défenseur de la population lorraine. 28.07.1946, n° 3. Metz.

Copyright: (c) Le Patriote Mosellan

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"le_probleme_allemand_obtenir_des_reparations_"_dans_le_patriote_mosellan_28_juillet_1946-fr-c29f9492-4e24-444d-a4ae-1a8938b8af16.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

Le problème allemand

Obtenir des Réparations – Assurer la Sécurité en internationalisant la Ruhr

Pour garantir sa sécurité et obtenir des réparations légitimes, la France ne doit jamais oublier qu'il est une condition essentielle: la liquidation des bases économiques du fascisme allemand, la suppression radicale des trusts monopoleurs de l'industrie allemande.

C'est cette condition que rappelait Maurice Thorez dans son rapport au 10^e congrès du Parti Communiste Français en juin 1945.

C'est aussi cette condition que les accords de Yalta et de Potsdam ont mise particulièrement en valeur et dont ils ont prévu la réalisation.

La politique anglo-saxonne à l'égard des trusts allemands

Malheureusement, loin d'appliquer résolument ces accords, loin de penser à anéantir les bases économiques du fascisme et de l'impérialisme allemand en détruisant les « Konzern » et « cartels » allemands, Américains et Anglais se comportent comme s'ils cherchaient uniquement à s'assurer leur collaboration.

Les trusts allemands ont été fortement ébranlés par la défaite de l'hitlérisme. Ils ne peuvent espérer se reconstituer et recouvrer leur puissance qu'en se mettant au service des impérialistes étrangers et plus particulièrement des impérialistes anglais.

Ceux-ci sont-ils disposés à faciliter l'opération ? La conduite britannique à l'égard de l'Allemagne semble l'indiquer. Les grands trusts de la Ruhr sont intacts. Les directions hitlériennes y ont été en grande partie conservées. Le gouvernement britannique s'oppose résolument jusqu'alors à toute internationalisation réelle de la Ruhr, à tout contrôle interallié véritable. On prend toute mesure pour développer la production de la Ruhr — qui conservait d'ailleurs 50 % de son potentiel au lendemain de la guerre — non pas aux fins de fournir les prestations pour les réparations, mais d'abord pour remonter le niveau économique allemand, et pour développer l'exportation. Le « surplus » seulement est affecté au paiement des réparations.

Politique condamnable, mais non surprenante. Les trusts anglais ont deux adversaires: le concurrent américain et la démocratie, dont le champion est l'Union soviétique.

Un grave danger : le bloc industriel Ruhr-Grande-Bretagne

Si les impérialistes anglais pouvaient unir la puissance industrielle de la Ruhr et celle de la Grande-Bretagne, ils constitueraient alors un formidable bloc industriel qui dominerait toute l'économie européenne, permettrait de faire pièce au concurrent américain, et serait le centre actif d'un bloc antisoviétique.

Déjà avant la guerre et jusqu'en 1939, les pourparlers se poursuivaient entre Anglais et Allemands pour le partage du marché mondial du charbon. Un tel bloc industriel constituerait pour notre pays et pour la paix un danger considérable.

Il aboutirait à la suppression pratique de l'indépendance française, en se subordonnant presque la totalité de notre économie.

Mais, il lui faudrait bientôt trouver des débouchés à la taille de son énorme potentiel de production, et nous connaîtrions à nouveau la situation d'avant-guerre, aggravée, alors que les industriels de la Ruhr, avides de débouchés mondiaux, faisaient confiance à Hitler pour entreprendre et mener une guerre d'agression et de conquête des marchés. Un tel bloc amènerait inévitablement une nouvelle guerre mondiale, qui prendrait la forme d'une troisième croisade antibolchevique.

Alors seraient définitivement sauvés, et les trusts de la Ruhr et tous les éléments nazis plus ou moins

camouflés, qui fourniraient tout naturellement l'armature politique essentielle de ce bloc capitaliste occidental à prédominance anglaise.

Alors la lutte et les souffrances des peuples, de notre peuple, pendant six ans, pour la liberté, l'indépendance, la démocratie et la paix n'auraient servi de rien.

Sans doute, les tenants de l'impérialisme américain ne seraient-ils pas favorables à la constitution d'un tel bloc à domination anglaise. Mais ils ne sont pas plus favorables à l'institution d'une internationalisation ou d'un contrôle interallié qui inclurait l'Union soviétique.

De là, leurs tentatives pour éviter l'internationalisation et parvenir à un accord direct avec les Anglais, qui enlèverait à ceux-ci la domination exclusive, mais sauvegarderait les bases allemandes des impérialistes et de la réaction dans le monde.

Pour une solution réaliste

Dans ces conditions, quelles sont les solutions du problème de la Ruhr auxquelles peut s'arrêter un gouvernement français soucieux des intérêts de la France, de la démocratie et de la paix indissolublement liés ?

Sans doute, la solution idéale serait-elle de remettre la Ruhr, terre authentiquement allemande, à une Allemagne démocratique et pacifique, dont le gouvernement serait contrôlé jusqu'à nouvel ordre par les alliés.

Malheureusement, l'état actuel du peuple allemand, la puissance des forces réactionnaires étrangères qui influent sur lui et mènent la politique qu'on sait ne permettent pas d'imaginer cette hypothèse comme prochainement réalisable.

Nous ne pouvons construire notre sécurité sur l'illusion.

Quant à la théorie souvent émise d'une division de l'Allemagne en plusieurs états fédérés, elle ne résout absolument rien. Nous avons l'expérience de l'Allemagne fédérale de Bismarck et de Guillaume II : son agressivité impérialiste n'a pas été moindre que celle de l'Allemagne unifiée d'Hitler. Le fond du problème n'est pas de savoir si l'Allemagne constituera un Reich unique ou une fédération d'Etats autonomes. Il est de savoir si, oui ou non, l'Allemagne sera demain un Etat démocratique soustrait à la domination des forces réactionnaires impérialistes.

Et en attendant de le savoir avec certitude, la France doit prendre ses précautions.

Une précaution nécessaire : l'internationalisation de la Ruhr

Nos alliés anglo-saxons — nous l'avons, hélas! constaté — font à présent à l'égard de l'Allemagne une politique en opposition radicale avec les exigences de la sécurité et de la reconstruction française, une politique qui mène droit à la renaissance d'une Allemagne dangereuse pour la paix. Ils sont à la veille de commettre à nouveau les fautes de l'autre après-guerre, où capitalistes anglais, américains et français ont financé le redressement et le réarmement de l'Allemagne.

Nous devons donc, nous Français, face à cette position, exiger l'application intégrale et honnête des accords de Potsdam et défendre unanimement dans ce cadre, la thèse de l'internationalisation de la Ruhr, impliquant le contrôle des quatre grandes puissances.

Cette solution nous donne, en attendant des temps meilleurs, l'assurance que la Ruhr ne sera l'arsenal ni d'une Allemagne agressive reconstituée, ni d'un bloc occidental impérialiste et fauteur de guerre.

Fondée sur un sens aigu de la réalité, elle apparaît comme conforme à la fois à l'intérêt de la France, de la

paix et de la démocratie.

Accord de fond avec l'Union soviétique

Sommes-nous alors en contradiction fondamentale avec la thèse soviétique ? Voyons.

Nous nous prononçons pour l'internationalisation économique et politique de la Ruhr. Molotov propose un contrôle interallié de l'industrie allemande et notamment de celle de la Ruhr. Sans doute y a-t-il là une nuance réelle. Mais cette nuance porte non sur le fond, mais sur une modalité d'application.

Il y a accord complet sur les buts politiques essentiels. Il y a communauté étroite d'intérêts entre les deux pays à voir se développer une Allemagne antifasciste, démocratique, sans aspirations et sans possibilités impérialistes.

Internationalisation ou contrôle interallié n'auront de valeur que dans la mesure où ils s'inséreront dans une politique générale de dénazification et de démocratisation, c'est-à-dire dans la mesure où seront appliquées les décisions de Potsdam.

Au reste, nous savons que lorsque Molotov parle d'un contrôle interallié, il s'agit non d'une formule creuse ou d'un artifice, mais d'un contrôle réel et efficace qui aboutira au résultat qu'il cherche et que nous cherchons avec lui. Nous sommes sûrs que dans ces conditions, la divergence qui existe entre la proposition française soutenue par le Parti Communiste Français et la proposition soviétique apparaîtra bientôt comme ce qu'elle est réellement : une divergence sur un moyen particulier d'application.

Comment en pourrait-il être autrement, alors que les uns et les autres nous avons la même volonté : empêcher que la Ruhr redevienne l'arsenal d'une Allemagne réactionnaire, militariste et agressive, le pivot d'un bloc occidental impérialiste constitué pour la guerre ?

Pour notre part, tenant compte de la situation particulière française, nous pensons qu'actuellement l'internationalisation écarterait de nous ce danger.

Le Parti Communiste contre les nouveaux munichois

Il semble que la cause soit claire jusqu'à l'évidence !

Pourquoi alors voit-on la quasi-totalité de la presse française partir en guerre contre Molotov, taire par contre la contradiction réelle entre l'intérêt français et la politique anglo-saxonne à l'égard de l'Allemagne ? C'est que tous ces problèmes s'encadrent en réalité dans une grande bataille. Les oppositions sur le problème allemand ne sont que les aspects particuliers de la grande opposition entre les aspirations démocratiques des peuples et la volonté réactionnaire des hommes des trusts.

Ces derniers, qu'ils soient Anglais, Américains, Allemands ou Français, sont prêts à s'entendre.

Essentiellement antidémocrates, anticommunistes, les hommes des trusts en France et leurs agents ont consenti hier toutes les concessions à l'impérialisme hitlérien, au prix de la sécurité et de l'indépendance françaises. Ils n'ont pas hésité à trahir leur patrie en faveur d'Hitler.

Hitler n'est plus là. Les piliers de la réaction mondiale sont aujourd'hui les impérialistes anglais et américains.

C'est à eux que vont les concessions des réactionnaires français, qui se moquent aujourd'hui comme hier des véritables intérêts du pays.

On peut évoquer l'esprit de Munich : il est toujours là.

Et ce que pardonnent le moins nos munichois au Parti Communiste, c'est de faire encore une fois la preuve éclatante qu'il est le seul représentant authentique et indépendant de l'intérêt national français.